



Dossier suivi par Régine TIELEGUINE  
regine.tieleguine@bvoudon.fr

**FEUILLE DE ROUTE  
DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU (C.L.E.)  
DU BASSIN VERSANT DE L'OUDON  
2020-2025**

**dans le cadre de la mise en œuvre du  
schéma d'aménagement et de gestion des eaux  
arrêté en 2014 et de sa seconde révision**

## PRÉAMBULE

L'objectif principal de la feuille de route de la Commission Locale de l'Eau (C.L.E.) est, pour l'agence de l'eau, la C.L.E. et sa structure porteuse, de construire une vision partagée, d'une part, de l'élaboration, de la mise à jour et de la mise en œuvre du S.A.G.E. (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux), et, d'autre part, du programme de travail de la C.L.E. (les missions de chacun, les priorités d'actions, les pistes de mutualisation et les modalités de suivi) pour une période de 6 ans.

La feuille de route contribue ainsi à la mise en cohérence des divers dispositifs en œuvre sur le territoire (articulation entre S.A.G.E. et contrat(s) territorial(riaux) (CT) par exemple). Elle est construite par la C.L.E., la structure porteuse et la cellule d'animation, chacun en ce qui les concernent. Elle sert de référence à l'instruction des demandes d'aide financière annuelles et ponctuelles à l'agence de l'eau.

La feuille de route vise ainsi à favoriser de manière opérationnelle l'atteinte des objectifs environnementaux du Sdage et à améliorer l'efficacité des actions entreprises sur le territoire du Sage et le dispositif d'intervention de l'agence de l'eau à l'échelle territoriale. La recherche de mutualisation possible (entre structures porteuses de Sage ou de CT) permet de contribuer à cette recherche d'efficacité. La mutualisation peut porter sur des missions ou actions transversales telles que l'animation thématique, la communication, les études, le suivi des milieux et de la qualité des eaux, le suivi/évaluation des actions... À noter, concernant la seule mutualisation des moyens, que le maintien du taux maximal d'aide à partir de 2022 pour le pilotage et l'animation des Sage est lié au respect des engagements de mutualisation inscrits dans cette feuille de route partagée. Le maintien du taux maximal reste en dernier ressort à l'appréciation des administrateurs de l'agence de l'eau.

**La présente feuille de route a été validée par la Commission Locale de l'Eau réunie en séance plénière le 30 septembre 2019 et par sa structure porteuse, le Syndicat du bassin de l'Oudon, par délibération de l'assemblée du 9 octobre 2019.**

**La présente feuille de route a été modifiée par la Commission Locale de l'Eau réunie en séance plénière le 6 mars 2020 afin d'inscrire l'élaboration d'un P.T.G.E. (projet de territoire pour la gestion de l'eau) en parallèle de la révision du S.A.G.E. (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux). Sa structure porteuse, le Syndicat du bassin de l'Oudon, a entériné la démarche de P.T.G.E. dans le cadre du contrat territorial « eau » multithématique 2020-2025.**

## **Table des matières**

<b>1</b>	<b>Etat des lieux de la gouvernance de l'eau sur le territoire du S.A.G.E.</b>	<b>4</b>
1.1	Le territoire du S.A.G.E.	4
1.2	Historique de la démarche S.A.G.E.	5
1.3	Gouvernance	5
1.3.1.	la Commission Locale de l'Eau	5
1.3.2.	la cellule d'animation de la C.L.E.	7
1.3.3.	la structure porteuse	7
1.3.4.	la mutualisation des moyens humains et matériels	11
1.4	Structures sur le territoire	13
1.5	Les contrats territoriaux dans le périmètre du S.A.G.E.	18
1.6	Les mutualisations déjà mises en œuvre	18
1.7	Les réseaux de mesures et l'évaluation des actions conduites	19
<b>2</b>	<b>Plan d'action pluriannuel de la Commission locale de l'eau</b>	<b>20</b>
2.1	Vers la révision du S.A.G.E. : calendriers	20
2.2	Programme et priorités d'actions de la C.L.E. pour la mise en œuvre du S.A.G.E.	22
2.2.1.	Les actions de la C.L.E.	22
2.2.2.	La mise en œuvre des dispositions du S.A.G.E.	23
2.2.3.	Les contrats de bassin versant	24
2.2.4.	Projet de nouvelle organisation de l'équipe mutualisée C.L.E. / Syndicat du bassin de l'Oudon	24
2.2.5.	Vision de la C.L.E. sur l'organisation des compétences dans le domaine de l'eau	24
2.3	Articulation S.A.G.E. / Contrats territorial(riaux)	25
2.4	Mutualisation	25
2.5	Calendrier et budget prévisionnel	26
2.6	Priorités de la Commission Locale de l'Eau – évolution des enjeux de l'eau	27



## 1.2 Historique de la démarche S.A.G.E.



## 1.3 Gouvernance

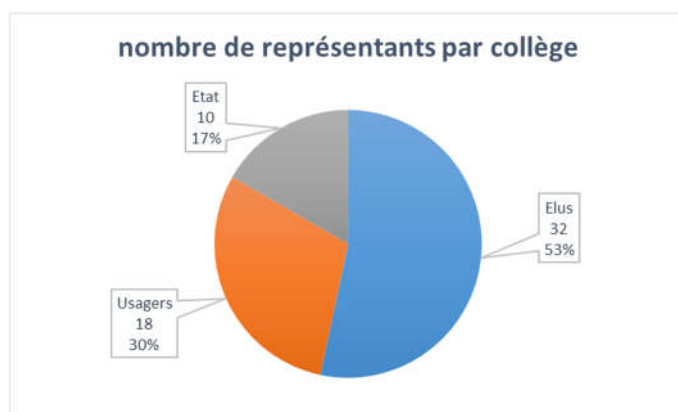
### 1.3.1. la Commission Locale de l'Eau

Le Préfet chargé de suivre pour le compte de l'État le S.A.G.E. du bassin versant de l'Oudon est le Préfet de Maine et Loire.

La Commission Locale de l'Eau du bassin versant de l'Oudon a été créée en 1997. Sa composition a été renouvelée par arrêté préfectoral du 10 mai 2016, modifiée par arrêté du 9 octobre 2018.

En 2018, elle comprend 60 membres répartis comme suit :

- 32 membres représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements, des établissements publics locaux,
- 18 membres représentants des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations concernées,
- 10 membres représentants de l'Etat et de ses établissements publics intéressés.



La Commission Locale de l'Eau a fixé son organisation dans un règlement intérieur renouvelé en 2017.

La C.L.E. est globalement structurée de la manière suivante :

- La C.L.E. plénière,
- Le Bureau,
- L'exécutif (réunion du Président et des Vice-présidents).

Des groupes de travail sont réunis en fonction des problématiques et besoins du moment. L'inscription des membres de la C.L.E. dans les groupes de travail est volontaire, des experts ou d'autres personnes intéressées peuvent être également invités à y participer.

Les derniers groupes de travail actifs sont : comité de pilotage de suivi de l'étude G.E.M.A.P.I., groupe de gestion quantitative de la ressource en eau, groupe de gestion des vannages des ouvrages (suivi de la règle n°1 du S.A.G.E.).

Suite au renouvellement de la C.L.E. en 2016, l'installation s'est déroulée le 25 mai 2016.

Ont été élus :

Président Et en charge des milieux aquatiques au nord et de la gestion quantitative	Louis MICHEL	Vice-président du Syndicat du bassin de l'Oudon
1er Vice-président Et en charge des milieux aquatiques au sud, de la qualité de l'eau et des pollutions agricoles	Joël RONCIN	Maire délégué de Montguillon, adjoint au Maire de Segré-en-Anjou Bleu
2 <sup>e</sup> Vice-président Et en charge des pollutions non agricoles	Hervé FOUCHER	Adjoint au Maire de Cossé le Vivien

Le mandat des membres de la C.L.E. est de 6 ans. Le prochain renouvellement devrait avoir lieu au mois de décembre 2021.



**Le collège des élus sera renouvelé à l'occasion des élections municipales de 2020. Pour faciliter l'organisation de la C.L.E. et la prochaine révision du S.A.G.E., il conviendrait de faire converger le renouvellement des membres de la C.L.E. avec le renouvellement du mandat des élus. Un arrêté préfectoral unique pourrait être pris en septembre 2020, pour un mandat de 6 ans.**



**Les membres du collège des élus devront évoluer : les élus municipaux laisseront la place aux élus des communautés de communes, collectivités qui portent désormais les compétences de l'eau.**

### 1.3.2. la cellule d'animation de la C.L.E.

La Commission Locale de l'Eau est appuyée administrativement et techniquement par une cellule d'animation basée à Segré-en-Anjou Bleu. Elle se compose en 2018 de 1,91 équivalents temps plein répartis comme suit :

**Animatrice de la C.L.E.** - 0,70 ETP – Ingénieur principal - *animation de la commission, organisation des réunions, planification et suivi des travaux de la commission, suivi de la mise en œuvre du schéma, organisation de la cellule d'animation, suivi des réflexions, opérations ou travaux extérieurs ,...*

L'animatrice est également Directrice de la structure porteuse, le Syndicat du bassin de l'Oudon (0,30 ETP).

**Chargée de mission de l'évaluation du S.A.G.E.** - 0,26 ETP – Ingénieur - *création et suivi des indicateurs du S.A.G.E., analyse et aide à la décision, production de rapports ou présentations,...*

**Administrateur des données du S.A.G.E. – évaluation/SIG et site Internet** - 0,50 ETP – Technicien principal – *Assiste l'ingénieur en charge de l'évaluation du S.A.G.E. : récupération des données, traitement et analyse ponctuelle des données. Et administre le site Internet : mises à jour, insertion des nouveaux articles rédigés par les techniciens, création de la newsletter,...*

**Secrétaire** - 0,25 ETP – Adjoint administratif - *secrétariat de la C.L.E., paye et carrière des agents, accueil physique et téléphonique, organisation matérielle des réunions,...*

**Comptable** - 0,20 ETP – Rédacteur territorial -*comptabilité, finances, gestion des subventions, actes décisionnels...*

Les agents sont titulaires de la fonction publique territoriale et sont embauchés par le Syndicat du bassin de l'Oudon. L'encadrement des ressources humaines (fiches de postes, plan de formation, régime indemnitaire, prévention au travail,...) est assuré par le Syndicat du bassin de l'Oudon. Les agents sont placés sous l'autorité administrative du Président du Syndicat du bassin de l'Oudon. Ils sont placés sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Commission Locale de l'Eau pour l'accomplissement de leurs missions.

Les agents sont mutualisés pour d'autres missions avec le Syndicat du bassin versant de l'Oudon (milieux aquatiques, lutte contre les inondations et les pollutions diffuses).

En outre, la C.L.E. s'appuie sur les agents techniques du syndicat du bassin de l'Oudon pour l'expertise nécessaire à ses missions.

En juillet 2019, l'organigramme est appelé à évoluer pour différentes raisons, la nouvelle organisation est présentée au chapitre 2.

### 1.3.3. la structure porteuse

Le Syndicat du bassin de l'Oudon est devenu le 1<sup>er</sup> janvier 2018 structure porteuse de la Commission Locale de l'Eau.

La mise en place du Syndicat du bassin de l'Oudon est issue d'une étude conduite par la Commission Locale de l'Eau dans le cadre de la création des compétences G.E.M.A.P.I. et de la nouvelle organisation territoriale. Le Syndicat du bassin de l'Oudon est né de la fusion des 3 syndicats historiques : Syndicat de bassin de l'Oudon sud, Syndicat de bassin pour l'aménagement de la rivière l'Oudon, et Syndicat du bassin de l'Oudon pour la lutte contre les inondations et les pollutions.

Les engagements réciproques de la C.L.E. et du Syndicat du bassin de l'Oudon font l'objet d'une « convention pour la révision et le suivi de l'application du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Oudon » signée entre les 2 parties en 2018.

## Syndicat du bassin de l'Oudon Collectivités adhérentes et territoire d'intervention au 1er janvier 2018



En 2018, les membres du Syndicat du bassin de l'Oudon sont :

- Les Communautés de communes du Pays de Loiron, du Pays de Craon, du Pays de Château-Gontier, de Châteaubriant-Derval, de l'Anjou Bleu, des Vallées du Haut Anjou ;
- La Communauté d'agglomération de Laval ;



- Les Syndicats Intercommunaux d'Alimentation en Eau Potable du centre ouest Mayennais et de la région de Bierné ;
- Les communes de Peuton, Marigné-Peuton et Prée d'Anjou.

Le Syndicat du bassin de l'Oudon a engagé fin 2018 une révision de ses statuts pour permettre l'extension de son territoire d'intervention (la fusion et extension de collectivités ne pouvait pas être conduite en même temps le 1<sup>er</sup> janvier 2018). Aussi, 3 collectivités, entrées contre leur gré par le mécanisme de représentation-substitution le 1<sup>er</sup> janvier 2018, ont demandé leur retrait du Syndicat. La modification des statuts permet :

- l'adhésion de la Communauté d'agglomération de Vitré,
- l'adhésion de la Communauté de communes de la Roche-aux- fées,
- l'extension de périmètre d'adhésion de la Communauté de communes du Pays de Craon,
- le retrait des communes de Prée d'Anjou et de Marigné-Peuton,
- le retrait de la Communauté de communes du Pays de Château-Gontier.

À noter qu'une convention de délégation de compétence signée entre le Syndicat du bassin de l'Oudon et la Communauté de communes du Pays de Château-Gontier permet la poursuite de l'intervention du syndicat sur la partie de bassin versant de l'Oudon (6,3%) comprise dans le territoire de cette Communauté de communes jusqu'à la fin de l'année 2019.

L'arrêté du 26 juillet 2019 n°53-2019-07-26-001 modifie le périmètre et les statuts du Syndicat du bassin de l'Oudon. Les compétences restent inchangées.

Pour consulter l'arrêté :

<http://www.bvoudon.fr/les-structures/le-bassin-de-l-oudon/presentation-et-elus>



Les compétences du Syndicat du bassin de l'Oudon sont fixées dans les statuts comme suit :

Les compétences du socle commun du syndicat sont les suivantes :

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- la défense contre les inondations ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;
- l'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques ;
- la lutte contre les pollutions diffuses, hors assainissement non collectif ;
- la gestion quantitative de la ressource ;
- l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans le bassin de l'Oudon.

Le syndicat exerce ainsi la compétence GEMAPI (constituée des alinéas 1°, 2°, 5° et 8° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et est la structure porteuse de la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de l'Oudon.

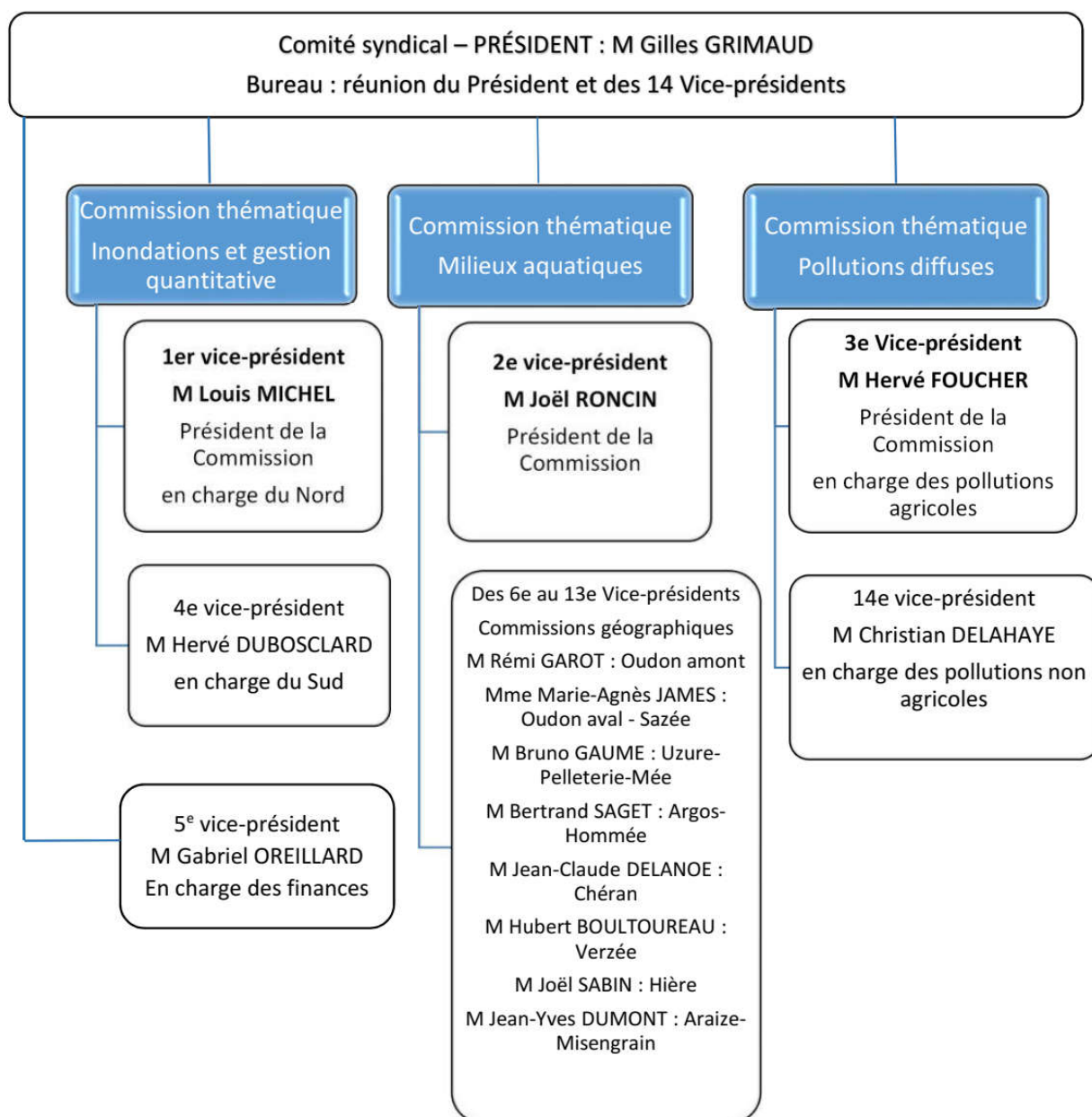
Les collectivités membres du syndicat peuvent par ailleurs lui confier les compétences suivantes, indépendamment du socle commun :

- Le ruissellement rural et la lutte contre l'érosion,
- La coordination des actions en faveur de la biodiversité (trame verte et bleue),
- La coordination des actions en faveur de la préservation et la valorisation du bocage.

Le syndicat peut réaliser des actions dans ou hors du bassin pour le compte des collectivités membres ou d'autres collectivités ou établissements publics de coopération Intercommunale dans le cadre d'une convention prise dans le respect des dispositions légales en vigueur.

Le Syndicat se compose en 2018 de 62 membres titulaires et 62 membres suppléants élus par les structures adhérentes. Avec les modifications statutaires du 26 juillet 2019, le syndicat se compose désormais de 53 titulaires et 53 suppléants.

Le bureau comprend 15 membres. Le Syndicat du bassin de l'Oudon est présidé par Monsieur Gilles GRIMAUD, Président de Anjou Bleu Communauté. Le schéma ci-dessous présente l'organisation de la gouvernance du Syndicat en 2019.



#### 1.3.4. la mutualisation des moyens humains et matériels

La Commission Locale de l'Eau et le Syndicat du bassin de l'Oudon partagent leurs moyens humains, et par conséquent les moyens matériels (téléphonie et informatique, système d'informations géographiques, véhicules, ...). Ils sont localisés sur 2 sites de travail de manière à conserver une proximité de terrain : 8 agents administratifs et techniques à Segré, 2 techniciennes milieux aquatiques à Cossé le Vivien.

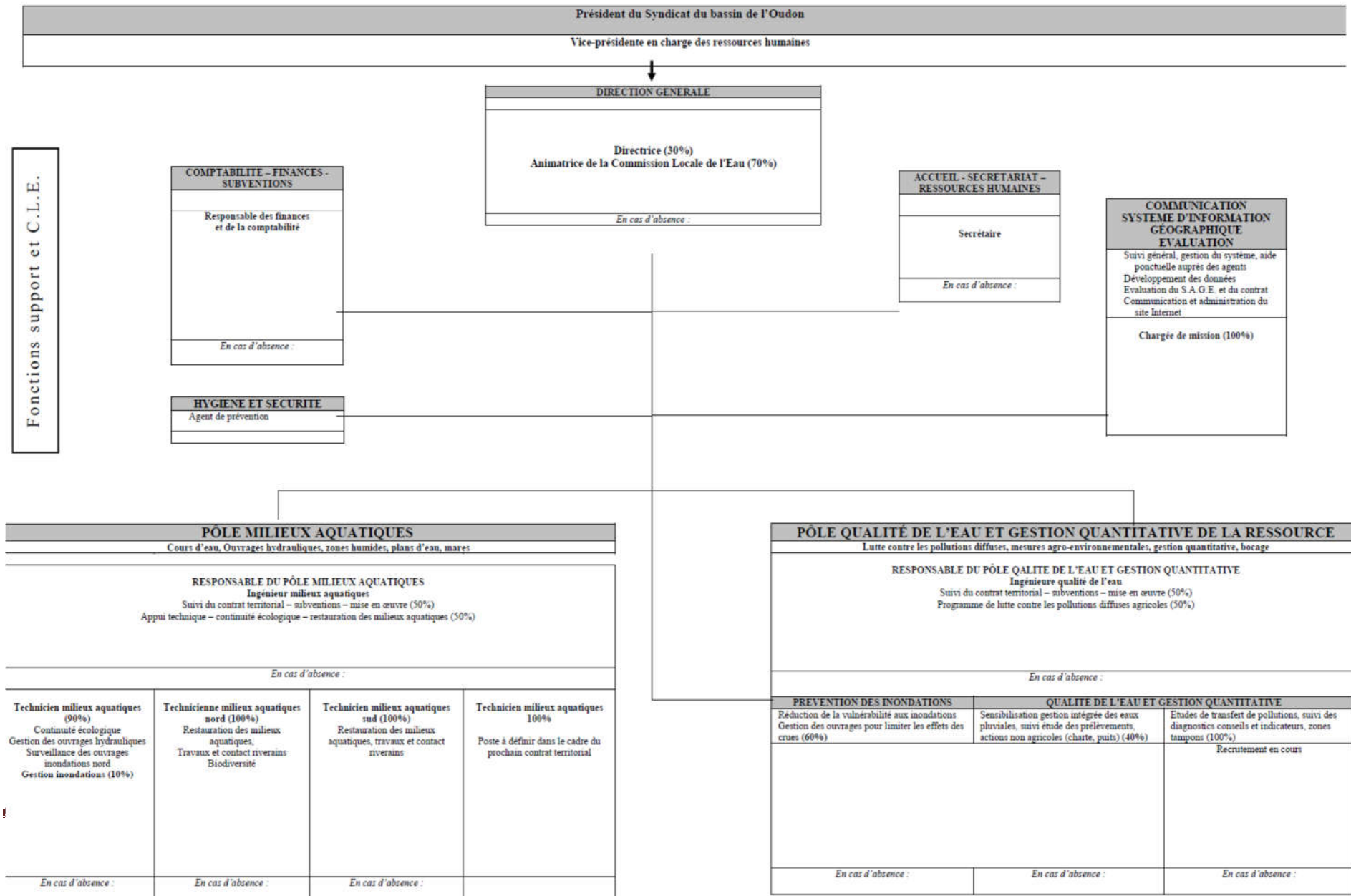
En 2018, l'équipe des agents techniques et administratifs représente 10,17 Équivalents Temps Pleins :

- 0,91 ETP aux inondations,
- 4,71 ETP Aux milieux aquatiques et ouvrages hydrauliques (+ 0,5 ETP mission plans d'eau)
- 2,14 ETP aux pollutions,
- 1,91 ETP à la Commission Locale de l'Eau.

L'équipe est dirigée par Madame Régine TIELEGUINE, également animatrice de la C.L.E. (cf. organigramme ci-après).

En 2020, des modifications seront apportées. Le projet est exposé au chapitre 2.

**ORGANIGRAMME - SYNDICAT DU BASSIN DE L'ODON**  
Version 6 février 2020





## 1.4 Structures sur le territoire

Les schémas pages suivantes présentent les structures actuellement compétentes sur le territoire (petit cycle et grand cycle de l'eau) ainsi que l'évolution de ces compétences ces dernières années.

Un effort conséquent de mutualisation ou de fusion des compétences « eau » et de regroupement des structures a été fait ces dernières années sur le territoire du bassin versant de l'Oudon.

La Commission Locale de l'Eau est étroitement associée à la mise en œuvre des actions qui relèvent du grand cycle de l'eau dans la mesure où la structure compétente G.E.M.A.P.I. (et autres compétences du grand cycle de l'eau) est elle-même structure porteuse de la Commission Locale de l'Eau, et ce à l'échelle du bassin versant de l'Oudon.



**Pour ce qui est des compétences du petit cycle de l'eau, assainissement et eau potable, la C.L.E. est moins associée par les collectivités compétentes. Le programme financier de l'A.E.L.B. ne l'impose pas et les actions n'ont pas l'obligation de figurer au Contrat territorial. Les collectivités n'ont pas « l'habitude » de collaborer avec la C.L.E. sur ces compétences.**

**Aussi, la représentation du collège des élus à la C.L.E. doit être étendue aux élus en charge de l'assainissement et de l'eau potable dans les intercommunalités.**

### Évolution des collectivités territoriales sur le bassin versant de l'Oudon

Le paysage administratif a fortement évolué depuis 2016 avec la réforme des collectivités territoriales. En conséquence, l'arrêté de périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux a été actualisé en 2016, 2017 et 2018.

Les modifications concernent d'abord les créations de communes nouvelles entre 2015 et 2018 : Loiron-Ruillé (2 communes déléguées), Le Lion d'Angers (2 communes déléguées), Erdre en Anjou (4 communes déléguées), Segré-en-Anjou Bleu (15 communes déléguées), Ombrée d'Anjou (10 communes déléguées), Prée d'Anjou (2 communes déléguées) et fin 2018 Château-Gontier-sur-Mayenne (3 communes). Segré-en-Anjou Bleu reste la plus grande commune incluse totalement dans le bassin versant de l'Oudon avec près de 17 500 habitants.

Les modifications concernent également la fusion des intercommunalités :

- Anjou Bleu Communauté (fusion de 3 CC), Communauté de communes des Vallées du Haut- Anjou (fusion de 3 CC), Communautés de communes de Châteaubriant-Derval (fusion de 2 CC) à la fin de l'année 2016.
- Laval Agglomération issue de la fusion de la Communauté de communes du Pays de Loiron et de la Communauté d'agglomération de la Laval le 1er janvier 2019.

Aussi, des syndicats intercommunaux d'alimentation en eau potable ont été dissous suite à la reprise de la compétence par les Communautés de communes. La compétence est directement exercée par les Communautés de communes sur les secteurs du Pays de Craon et de Château-Gontier ; exercée par le nouveau Syndicat d'Eau de l'Anjou dans le Segréen et par le Syndicat intercommunal en eau potable du Centre Ouest Mayennais sur le Pays de Loiron.

Enfin, par arrêté préfectoral du 20 décembre 2017, les 3 syndicats de bassin de l'Oudon (S.B.O.S. , S.B.O.N. et SY.M.B.O.L.I.P. ) ont fusionné pour former le Syndicat du bassin de l'Oudon à compter du 1er janvier 2018. Par conséquent, la Commission Locale de l'Eau a changé de structure porteuse le 1er janvier 2018.

## Évolution des compétences des collectivités territoriales sur le bassin versant de l'Oudon

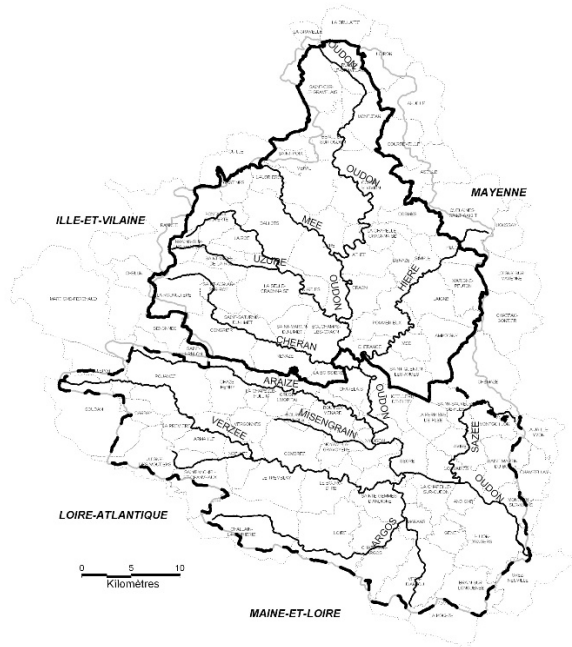
Organisation des compétences du **grand cycle de l'eau (GE.M.A.P.I., ouvrages hydrauliques, pollutions diffuses, animation de bassin versant)**

**Avant 2001 :** Syndicat de bassin pour l'aménagement de la rivière l'Oudon et 3 Syndicats intercommunaux de l'Araize ; de la Verzéé ; de l'Argos ; **C.L.E. portée par le Syndicat mixte du Pays Segréen**

**2001**  
Création du Syndicat de bassin de l'Oudon sud (fusion des syndicats au sud)  
**Deviens structure porteuse de la C.L.E.**  
**2004 :** (carte ci-dessous)  
Création du Syndicat du bassin de l'Oudon pour la lutte contre les inondations

**2012 :** (carte ci-dessous)  
 Modification du Syndicat du bassin de l'Oudon pour la lutte contre les inondations, rejoint par les structures en charge de l'alimentation en eau potable pour la lutte contre les pollutions diffuses agricoles et non agricoles  
 ⇒ Syndicat du bassin de l'Oudon pour la lutte contre les inondations et les pollutions  
**Devient structure porteuse de la C.L.E.**

**2018 :** (carte ci-dessous)  
Fusion des 3 syndicats de bassin pour former le Syndicat du bassin de l'Oudon  
**Deviens structure porteuse de la C.L.E.**



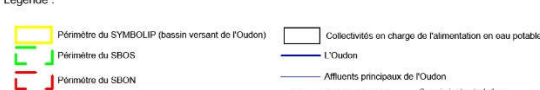
**LEGENDE :**



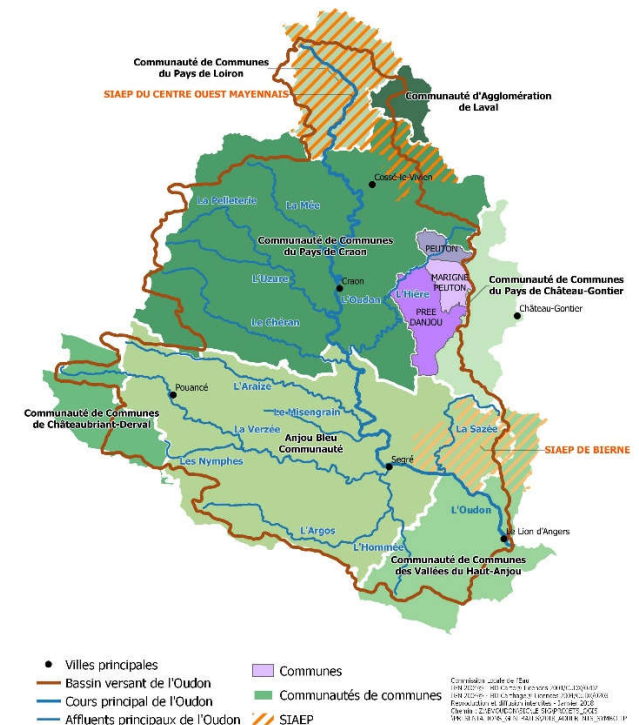
Commission locale de l'eau - IGN 2004© - BD Carthage© BD Carthage© - Licences 2004©/UD00702 et 0703 - Reproduction et diffusion interdites - Juin 2010



Légende :



Commission locale de l'eau  
IGN 2004D - BD Carthage® - BD Cartho®  
Licences 2004/CUDX0703  
Reproduction et diffusion interdites - Janvier 2011



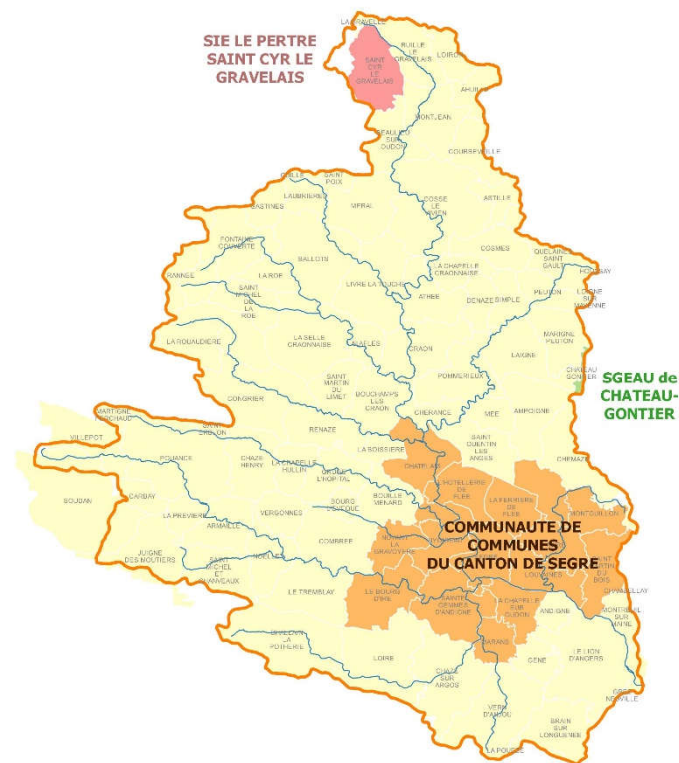
- Villes principales
- Bassin versant de l'Oudon
- Cours principal de l'Oudon
- Affluents principaux de l'Oudon
- Communes
- Communautés de communes
- SIAEP

Commission locale de l'eau  
101 rue de la République - 44000 Nantes  
Tél : 02 51 12 34 56 - Fax : 02 51 12 34 56  
E-mail : [contact@clenantes.fr](mailto:contact@clenantes.fr)  
Site Internet : [www.clenantes.fr](http://www.clenantes.fr)



# Évolution des compétences des collectivités territoriales sur le bassin versant de l'Oudon Organisation des compétences **assainissement collectif**

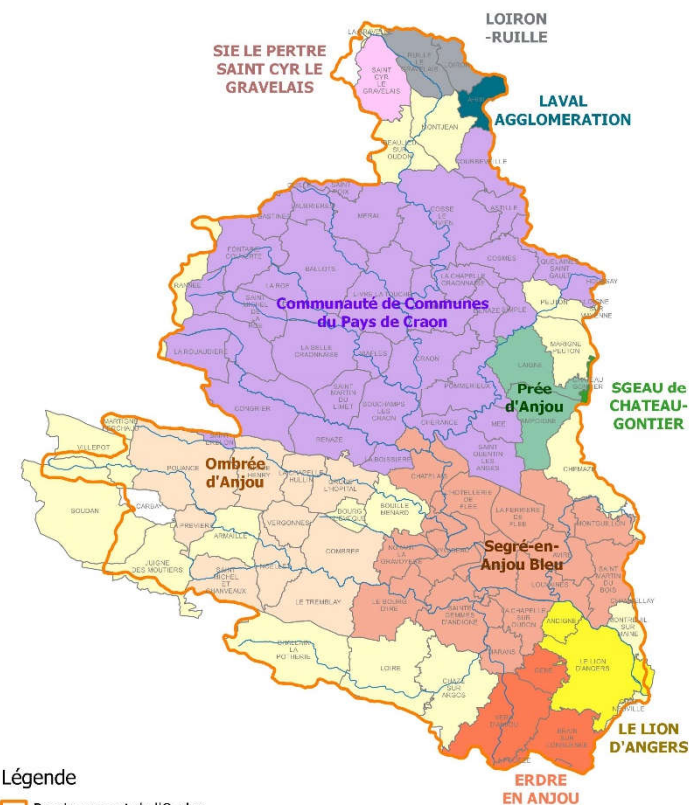
**COLLECTIVITES EN CHARGE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF  
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'LOUDON**  
SITUATION AU 1ER JANVIER 2014



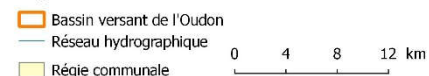
Légende



**COLLECTIVITES EN CHARGE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF  
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'LOUDON**  
SITUATION AU 1ER JANVIER 2018



Légende



Commission locale de l'eau  
IGN 2004-05 - EC Carthage - Lignes 2004/05/07/08  
Reproduction et diffusion interdites - Avril 2019  
chemin : Z:\EUDON\SIG\G.L.E.S\PROJETS\G.L.E.S\COLLECTIVITES  
POINTURE LE 09/04/2019

# Évolution des compétences des collectivités territoriales sur le bassin versant de l'Oudon Organisation des compétences **assainissement non collectif**

**COLLECTIVITES EN CHARGE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF  
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'OUDON**  
SITUATION AU 1ER JANVIER 2014

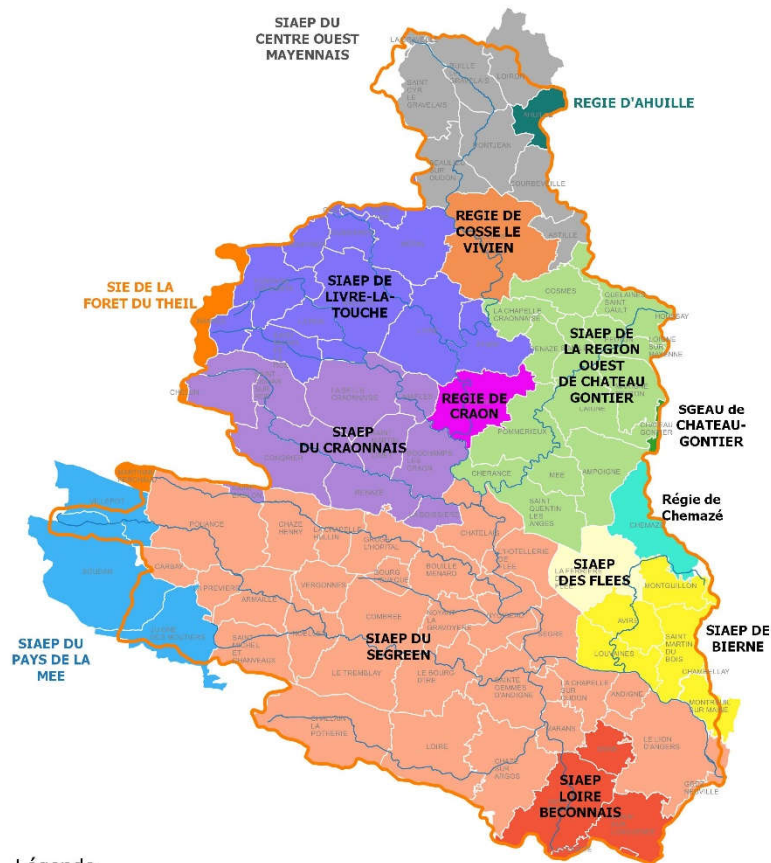


**COLLECTIVITES EN CHARGE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF  
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'OUDON**  
SITUATION AU 1ER JANVIER 2018



# Évolution des compétences des collectivités territoriales sur le bassin versant de l'Oudon Organisation des compétences eau potable

**COLLECTIVITES EN CHARGE DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE  
SUR LE BASSIN VERSANT DE L'LOUDON**  
SITUATION AU 1ER JANVIER 2014



Légende

— OUDON\_bv

— Réseau\_Hydro\_BV\_simple

0 4 8 12 km

**Collectivités en charge de l'alimentation en eau potable  
sur le bassin versant de l'Oudon**

Situation au 1er janvier 2018



Légende

— Limite du bassin versant de l'Oudon

— Cours d'eau

0 4 8 12 km

Commission locale de l'eau  
IGN 2004 - SD Caron Liens 2004 CUD/0702  
Reproduction et diffusion interdites - Janvier 2008  
Oherin : 218VOUDON/SIGLE  
SIGPROJETS\_OGCS/PRESBITATIONS\_GENERALES123



### 1.5 Les contrats territoriaux dans le périmètre du S.A.G.E.

Le Syndicat du bassin de l'Oudon porte 2 contrats territoriaux (milieux aquatiques et pollutions diffuses) et un Contrat Régional de Bassin Versant.

Contrat	Structure	Président	Animateur
Milieux aquatiques 2014-2018 Avenant 2019	Syndicat du bassin de l'Oudon	M GRIMAUD	M LACÔTE Responsable du pôle milieux aquatiques
Pollutions diffuses 2015-2019 Avenant 2018	Syndicat du bassin de l'Oudon	M GRIMAUD	Mme PREVOT Ingénieur qualité de l'eau
Contrat Régional de Bassin Versant 2016-2018 Avenant 2019	Commission Locale de l'Eau	M MICHEL	Mme TIELEGUINE Animatrice C.L.E.

En 2018-2019, les contrats s'achèvent. Le Syndicat du bassin de l'Oudon prépare un nouveau contrat territorial multithématique 2020-2025 (stratégie sur 6 ans avec des engagements sur des périodes de 3 ans 2020-2022, 2023-2025) ainsi qu'un nouveau Contrat Régional de Bassin Versant 2020-2022 ; et ce, dans le cadre de ses compétences du grand cycle de l'eau réunies et du 11e programme de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

L'étude bilan évaluation est démarrée, les conclusions sont attendues au mois de juillet 2019 et la nouvelle programmation sera préparée par les acteurs à l'automne pour une décision des assemblées sur la programmation du futur contrat territorial à la fin de l'année 2019.



**La signature d'un contrat commun et multithématique entre le Syndicat du bassin de l'Oudon, la Commission Locale de l'Eau, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et la Région des Pays de la Loire semble tout à fait possible compte tenu des convergences de dates, de compétences et d'organisation de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Oudon.**

**Les structures suivantes seront également associées à ce contrat : les Départements de la Mayenne et du Maine et Loire ainsi que les fédérations pour la pêche et la protection du milieu aquatiques et associations, les Chambres d'agriculture, les préconisateurs agricoles, et autres structures intéressées.**

### 1.6 Les mutualisations déjà mises en œuvre

Depuis l'émergence du S.A.G.E. en 1997, la Commission Locale de l'Eau a participé à la mise en place d'une collaboration étroite entre les partenaires (exemple du rapprochement des chambres d'agriculture de la Mayenne et du Maine et Loire au sein du « comité de pilotage à vocation agricole du bassin versant de l'Oudon »).

Elle a également participé à la structuration de la maîtrise d'ouvrage pour inciter la mise en œuvre du S.A.G.E. et les structures ont progressivement mutualisé leurs moyens, pour in fine, dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales ne former plus qu'une collectivité de bassin versant, maître d'ouvrage du grand cycle de l'eau et structure porteuse de la C.L.E.

Les chapitres ci-avant rendent compte en détail des mutualisations et des fusions-absorptions-dissolutions existantes.

Exemples concrets de la mutualisation :

- Le Président de la C.L.E. est membre expert du Syndicat du bassin de l'Oudon (inscrit dans les statuts).
- Les locaux sont communs entre le Syndicat et la C.L.E. à Segré, bien que 2 sites de travail pour le pôle milieux aquatiques : Segré (49) et Cossé le Vivien (53).
- L'équipe est mutualisée avec partage des fonctions supports, avec expertise des agents techniques du Syndicat au service de la C.L.E. si besoin et vice-versa, avec des agents mutualisés entre le Syndicat et la C.L.E. (Direction, l'administration du SIG et du site Internet est effectué par l'agent en charge de la lutte contre les inondations, l'évaluation et la bancarisation des données sur OSUR est conduite par l'agent en charge de la lutte contre les pollutions diffuses).
- Des outils de communication communs pour le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et les contrats territoriaux : 1 site Internet [www.bvoudon.fr](http://www.bvoudon.fr) ; 1 newsletter du bassin versant de l'Oudon ; 1 lettre agricole.
- Des études conduites en commun dans le cadre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et des contrats territoriaux (démarche de prospective agricole).
- Un système d'information géographique commun pour le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et les contrats territoriaux géré par un agent commun embauché par le Syndicat du bassin de l'Oudon.
- Le suivi de la qualité des eaux et des milieux aquatiques pour les besoins du Syndicat du bassin de l'Oudon sert également à l'évaluation du S.A.G.E. et permet de renseigner les indicateurs du S.A.G.E. (cf. la présentation des indicateurs de l'état des eaux en C.L.E. plénière chaque année) et des contrats territoriaux. La C.L.E. fait la synthèse des réseaux de suivi existants et le Syndicat engage les analyses nécessaires manquantes (cf. tableau en annexe 5). En 2018, les Départements 49 et 53 ont mené les échanges à ce sujet et de nouvelles mutualisation émergent, notamment pour la bancarisation des données. Cf. exposé au paragraphe suivant.

## **1.7 Les réseaux de mesures et l'évaluation des actions conduites**

- Analyse des réseaux présents sur le territoire du S.A.G.E. et de leur cohérence  
Les réseaux sont mutualisés entre la C.L.E. et le Syndicat du bassin de l'Oudon pour les besoins du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux et des contrats territoriaux. Il a toujours été tenu compte des réseaux existants de l'Etat, de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et des Départements afin d'éviter les doublons sur le bassin versant de l'Oudon.

Depuis 2018, un travail de coordination annuel est mené par chaque Conseil départemental (49 et 53) avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et les gestionnaires de réseau afin de :

- valider les points suivis présentant un intérêt collectif pour l'évaluation des programmes d'actions,
- d'identifier d'éventuelles doublons ou points peu intéressants à suivre,
- d'identifier d'éventuelles mutualisations possibles.

Ainsi, les réseaux de mesure se composent de :

- . stations de mesure fixes permanentes,
  - . points de collecte de données qui varient suivant les programmes en cours.
- (cf. carte en annexe 7).

Le tableau en annexe 6 synthétise le réseau de mesures projet établi à la fin de l'année 2018 pour l'année 2019.

- Analyse du taux de bancarisation des données produites

Le taux de bancarisation est de 100 % compte tenu que l'aide financière de l'A.E.L.B. est conditionnée à la bancarisation des données.



**Les données sont transmises mais l'opérateur de la bancarisation ne remet pas d'accusé de réception ou de validation des données transmises. Le Syndicat du bassin de l'Oudon et la Commission Locale de l'Eau ne sont donc pas certains de la bancarisation effective des données. Une amélioration est apportée en 2019 via l'émission d'un message électronique attestant la bonne réception.**

- Analyse du coût des données produites  
En 2018, le Syndicat du bassin de l'Oudon a dépensé 38 720 Euros TTC pour la récupération de données d'inventaires sur les milieux aquatiques et d'analyses de qualité de l'eau (tous budgets confondus, y compris à la C.L.E. sur les perturbateurs endocriniens).
- Analyse de la valorisation des données produites  
La cellule d'animation de la Commission Locale de l'Eau met à jour tous les ans les indicateurs de suivi du S.A.G.E. (référence S.A.G.E. 2014 – volume annexe au P.A.G.D.). L'état des eaux et l'évolution des indicateurs « clés » de suivi du S.A.G.E. sont présentés annuellement en réunion plénière de la Commission Locale de l'Eau et annexés au rapport annuel de la C.L.E.

Les documents sont mis à disposition du public sur le site Internet [www.bvoudon.fr](http://www.bvoudon.fr) :

- <http://www.bvoudon.fr/les-structures/la-cle/les-comptes-rendus-de-reunions>
- <http://www.bvoudon.fr/les-structures/la-cle/rapports-annuels>

La C.L.E. a édité en 2017 un fascicule destiné au grand public intitulé « 15 ans d'actions pour la gestion de l'eau – S.A.G.E. – état de référence 2015 ».

Les données produites sont également valorisées à l'occasion d'interventions dans des colloques, dans des formations initiales ou continues, dans des réunions. Dans ces cas, la cellule d'animation de la C.L.E. ou les techniciens produisent des présentations spécifiques adaptées au public et au thème de l'intervention.

Enfin, les données produites servent de support pour rédiger l'état des lieux et le diagnostic du « territoire d'eau de l'Oudon » dans les projets de contrats (Contrats territoriaux, Contrat Régional de Bassin Versant) tous les 3 ou 5 ans.

## **2 PLAN D'ACTION PLURIANNUEL DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU**

### **2.1 Vers la révision du S.A.G.E. : calendriers**

La Commission Locale de l'Eau a réalisé l'étude sur les volumes prélevables en 2016. L'intégration des conclusions de cette étude au S.A.G.E. sont nécessaires. Une mise à jour des inventaires des zones humides est également à conduire dans le S.A.G.E. à l'appui de ce qui a été fait dans le cadre des documents d'urbanisme. Enfin, le S.A.G.E. devra être rendu compatible avec le futur Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux pour le cycle 2022-2027.

Le bureau de la C.L.E. a donc décidé de réviser le S.A.G.E. mais a souhaité attendre de connaître les orientations du futur S.D.A.G.E. 2022-2027 avant d'engager la révision.

Il convient également de tenir compte des dates favorables au travail de la C.L.E. :



- Le collège des élus sera renouvelé en mars 2020. L'arrêté modificatif de composition de la C.L.E. sera probablement publié en septembre 2020, la C.L.E. réinstallée en octobre 2020.
- Le mandat des membres de la C.L.E. expire au mois de décembre 2021.

Cf. tableau page suivante.

Étapes de la révision du S.D.A.G.E. Comité de bassin Loire-Bretagne	Étapes de la révision du S.A.G.E. Commission Locale de l'Eau
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adoption des questions importantes Juillet 2019</li> <li>• Adoption de l'état des lieux Décembre 2019</li> <li>• Adoption des projets de documents Juillet 2020</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à jour de l'état initial, bilan Réalisation en interne : mars à juillet 2020 Si besoin de compléments (prestataire) : septembre à décembre 2020.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultation des assemblées Novembre 2020 à avril 2021</li> <li>• Approbation du S.D.A.G.E. Novembre 2021</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Appropriation de l'état des lieux et diagnostic par la C.L.E. Octobre à décembre 2020</li> <li>• Validation du diagnostic - avis sur le projet de S.D.A.G.E. – émergence des enjeux pour le bassin de l'Oudon Janvier 2021</li> <li>• Réunions techniques sur les enjeux – propositions d'orientations Janvier 2021 à juillet 2021</li> <li>• Écriture du S.A.G.E. juillet 2021 à septembre 2021</li> <li>• Validation du projet de S.A.G.E. novembre 2021</li> <li>• Approbation du S.A.G.E. novembre 2022</li> </ul>

Sur proposition de Monsieur le Préfet de la Mayenne, la Commission Locale de l'Eau propose d'élaborer un P.T.G.E. (projet de territoire pour la gestion de l'eau) à l'échelle du bassin versant de l'Oudon, et ce, dans le cadre de la révision du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.).

Il sera procédé dans un premier temps à l'inventaire des prélèvements existants sur la partie amont du bassin versant de l'Oudon pour compléter plus finement l'étude sur les « volumes prélevables » menée en 2015 par la Commission Locale de l'Eau. Le secteur d'étude proposé se situe sur le bassin versant amont à l'amont de la confluence de l'Oudon avec l'Uzère. Il devra être confirmé dans le cadre d'une concertation entre la C.L.E., le Syndicat du bassin de l'Oudon, l'Etat, la Chambre d'agriculture et les irrigants concernés.

## 2.2 Programme et priorités d'actions de la C.L.E. pour la mise en œuvre du S.A.G.E.

### 2.2.1. Les actions de la C.L.E.

Certaines dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux concernent le travail de la Commission Locale de l'Eau : 7 dispositions sont achevées, 2 en cours, 5 restent à faire.

Tableau de synthèse des dispositions et règles mises en œuvre par la C.L.E.

N° de la disposition	Action à mener par la C.L.E.	Avancement de l'action	Commentaire
A-11	Méthode simplifiée plans de désherbages communaux ; évaluation, publication des moyens et méthodes	Achevée	Fait partiellement car évolution de la réglementation - abandon
B-14	Fixation des objectifs définitifs de réduction des taux d'étagement pour Oudon, Uzure, Hière Fixation des objectifs définitifs de réduction des taux d'étagement pour les autres cours d'eau	Achevée	
C-25	Mener une étude de gestion quantitative pour le partage de la ressource en eau	Achevée	
E-35	Méthode de mise en œuvre des inventaires de zones humides dans le cadre des documents d'urbanisme	Achevée	
F-46	Étude de faisabilité de regroupement des structures de gestion de l'eau potable	Achevée	Fait hors C.L.E., par application de la Loi « NOTre »
F-49	Mise en place d'un site Internet pour l'information	Achevée	
F-51	Tableau de bord annuel pour le suivi-évaluation	Achevée	À renouveler annuellement
B-12	<i>Préciser le calendrier et la méthode de travail pour organiser concertation sur référence harmonisée de localisation des cours d'eau du bassin de l'Oudon</i>	<i>Achevée</i>	<i>Mené par l'Etat</i>
E-36	Compléter l'inventaire zones humides dans les fonds de vallée, dans les têtes de bassin versant en fonction des masses d'eau prioritaires Consolidation et homogénéisation de données existantes Compléments à l'inventaire des zones humides sur l'ensemble du bassin Étude des moyens de protection des zones humides au travers des ZHIEP ZSGE	En cours	Délai fixé à 2020  Secteurs à compléter : - CC Château-Gontier - Segré-en-Anjou Bleu - CC VHA
E-41	Inventaire des éléments du bocage stratégique pour la gestion de l'eau et préconisations pour leur préservation Suggestions de mesures compensatoires en cas de réorganisation parcellaire Mise à disposition des données recueillies sur Internet	En cours	
A-02 et A-03	<i>Aires d'alimentation des captages : délimitation et programme d'actions pour Segré ; Livré la Touche ; Fauvière-Cruchère et Challonge ; La Plaine</i>	<i>En cours</i>	<i>Mené par le Syndicat du bassin de l'Oudon Aires définies – programmes en cours</i>
B-19	Indicateurs stabilisés pour l'évaluation de l'état des milieux aquatiques, tableau de bord annuel	À faire	Dépasse le seul cadre de la C.L.E.
A-05	Inciter les gestionnaires des réseaux A.E.P. à établir des diagnostics de leurs réseaux	À faire	Délai fixé à 2020
E-40	Étude de réaménagement des sorties de drains directs aux cours d'eau par création de zones tampons	À faire	Délai fixé à 2020
F-48	Parution d'une lettre aux élus à l'image de la lettre agricole	À faire	Délai fixé à 2020
F-50	Étudier la création et les critères d'utilisation d'un logo « S.A.G.E. de l'Oudon »	À faire	Délai fixé à 2020

Règle	Action à mener par la C.L.E.	Avancement de l'action	Commentaire
Règle de gestion des vannages		Appliquée	Poursuivre le suivi La création de rivières de contournement pour rétablir la continuité écologique nécessite de revoir la rédaction de la règle devenue inadaptée pour les ouvrages concernés
Règle sur l'imperméabilisation des sols		Appliquée	La C.L.E. veille à son application lors de l'examen des dossiers d'autorisation et lors de la communication des dossiers de déclaration.

Les dispositions qui restent « à faire » mentionnées dans le tableau ci-dessous devraient être conduites avant 2020 et dans tous les cas avant l'approbation par arrêté préfectoral du futur S.A.G.E. à réviser.

En annexe 1, le tableau au chapitre 4 présente en détail ce qui a été fait par la C.L.E. et ce qui reste à faire. Pour certaines dispositions, la C.L.E. va déjà plus loin que ce qui était préconisé.

La Commission Locale de l'Eau est sollicitée pour avis sur des documents de planification supérieurs au S.A.G.E., sur des documents d'urbanisme ou sur des dossiers d'autorisation environnementale. Elle a validé une procédure d'examen des dossiers qui figure à son règlement intérieur (cf. annexe 2).

Ce travail mobilise la cellule d'animation de la C.L.E., en moyenne 3 heures d'examen par dossier, ainsi que les membres du bureau ou de la C.L.E.

Les dossiers ne présentent pas toujours d'analyse de compatibilité avec le S.A.G.E. ou une analyse très partielle. La cellule d'animation de la C.L.E. pourrait rédiger un tableau d'analyse de compatibilité des projets avec le S.A.G.E. Il serait établi en collaboration avec les services instructeurs de l'État pour être remis au pétitionnaire en amont du montage du dossier.

La liste des dossiers examinés et des dispositions transmises pour information figure annuellement au rapport annuel de la C.L.E. La cellule d'animation intègre au tableau de suivi les dates des arrêtés d'autorisation lorsqu'ils sont communiqués.

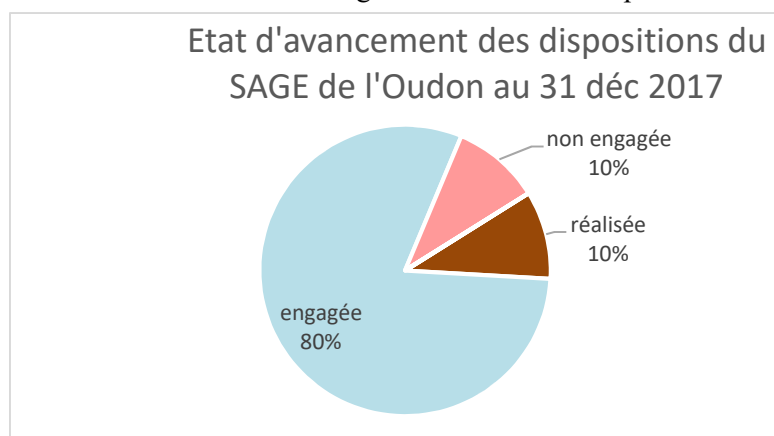
Cependant, la C.L.E. ne dispose pas toujours du retour sur la prise en compte de ses avis, et le cas échéant, des raisons pour lesquelles l'avis n'a pas été suivi. Cela représenterait un travail fastidieux que d'analyser les arrêtés pris.

### 2.2.2. La mise en œuvre des dispositions du S.A.G.E.

L'État ainsi que d'autres structures sont les maîtres d'ouvrage de certaines dispositions du S.A.G.E.

Le graphique ci-contre présente les dispositions mises en œuvre.

Le tableau en annexe 4 donne le détail de ce qui a été fait et ce qui reste à faire par disposition et par règle du S.A.G.E.



### 2.2.3. Les contrats de bassin versant

Les dispositions du S.A.G.E. sont aussi mises en œuvre dans le cadre des contrats de bassin versant (contrats territoriaux, Contrat Régional de Bassin Versant). La C.L.E. y est associée.

La mutualisation des équipes entre la Commission Locale de l'Eau et le Syndicat du bassin de l'Oudon optimise la prise en compte du S.A.G.E. dans les contrats territoriaux.

La présence d'une Directrice du Syndicat-animatrice de C.L.E. ainsi qu'un exécutif (élus) quasi-commun entre la C.L.E. et le Syndicat du bassin de l'Oudon renforcent les contrats territoriaux comme outils de mise en œuvre du S.A.G.E.

La préparation du prochain contrat à l'échelle du bassin versant de l'Oudon et multithématique est en cours. Le travail de dimensionnement de l'équipe pour mettre en œuvre ce contrat devait être conduit à l'automne 2019. Cependant, les élus ont décidé d'anticiper la nouvelle organisation compte tenu de départs d'agents annoncés en juin 2019.

### 2.2.4. Projet de nouvelle organisation de l'équipe mutualisée C.L.E. / Syndicat du bassin de l'Oudon

En juin 2019, les 2 techniciennes de rivière basées à Cossé le Vivien ont fait une demande de détachement de la territoriale vers l'Etat pour 1 an à compter du 1er octobre 2019. Par ailleurs 2 contrats liés aux contrats territoriaux en cours prenaient fin en juillet et août 2019.

Dans le cadre du prochain contrat territorial, il était prévu de réorganiser l'équipe en octobre ou novembre pour tenir compte des priorités fixées et actions à mener.

Il a été proposé d'anticiper cette réorganisation pour :

- Recruter des personnes qui resteront compétentes dans le cadre du prochain contrat,
- Permettre la mobilité interne (des agents peuvent être intéressés par les postes laissés vacants),
- S'assurer des possibilités de financement des postes et des missions auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne à partir du 1er janvier 2020 et être prêt à déposer les dossiers de subventions afférents en octobre ou novembre.

La réorganisation a pour objectifs de :

- Prévoir du temps d'animation sur la compétence « gestion quantitative ».
- Rapprocher les sujets « qualité » et « quantité » car les dossiers agricoles sont communs (transferts, bocage, infiltration à la parcelle, techniques) et la collaboration est nécessaire avec les mêmes structures ; le raisonnement est identique pour la partie non agricole avec les jardineries et particuliers ainsi qu'avec les collectivités.
- Avoir un agent pour la gestion et la surveillance des ouvrages inondations basé à Segré, un autre basé à Cossé le Vivien.
- Développer la communication et l'information géographique, points faibles révélés par l'évaluation des contrats territoriaux en cours.
- Consolider le temps nécessaire à l'évaluation suite au départ de l'agent en charge en juillet 2019.

L'organigramme dans sa version projet est présenté en annexe 3.

### 2.2.5. Vision de la C.L.E. sur l'organisation des compétences dans le domaine de l'eau

Comme cela a été exposé précédemment, les efforts de rationalisation des compétences de l'eau ont été conduits ces dernières années sur le bassin versant de l'Oudon.

La Commission Locale de l'Eau peut inciter le Syndicat du bassin de l'Oudon à engager une démarche de reconnaissance comme établissement public territorial de bassin « EPTB ». Les conditions sont réunies : structure « GEMAPIenne », dont le domaine d'intervention est le bassin versant, également structure porteuse de la Commission Locale de l'Eau. Une démarche de reconnaissance comme « EPAGE » semble également possible.

### **2.3 Articulation S.A.G.E. / Contrats territorial(riaux)**

Un contrat territorial multithématique, sur les compétences du grand cycle de l'eau, est en préparation par le Syndicat du bassin de l'Oudon. La Commission Locale de l'Eau est associée.

La mutualisation des équipes entre la Commission Locale de l'Eau et le Syndicat du bassin de l'Oudon optimise la prise en compte du S.A.G.E. dans les contrats territoriaux.

La présence d'une Directrice du Syndicat-animatrice de C.L.E. ainsi qu'un exécutif (élus) quasi-commun entre la C.L.E. et le Syndicat du bassin de l'Oudon renforcent les contrats territoriaux comme outils de mise en œuvre du S.A.G.E.

La Commission Locale de l'Eau attend trois évolutions :

1. Pour ce qui est des compétences du petit cycle de l'eau, assainissement et eau potable, la C.L.E. est moins associée par les collectivités compétentes. Le programme d'intervention de l'A.E.L.B. ne l'impose pas et les actions n'ont pas vocation à figurer au Contrat territorial. Les collectivités n'ont pas « l'habitude » de collaborer avec la C.L.E. sur ces compétences et la C.L.E. rencontre des difficultés de mobilisation de ces structures. Il serait souhaitable que L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le comité de bassin développent les moyens de l'incitation à la collaboration (inscription des actions au contrat territorial ? demande d'avis systématique de la C.L.E. en cas de dépôt d'un dossier de subvention ? organisation de réunions collaboratives des animateurs S.A.G.E. avec les techniciens en eau potable et assainissement ?...).
2. Les priorités des P.A.O.T.<sup>1</sup> qui déclinent par Département le Programme de mesure ne sont pas partagées avec les C.L.E. Il serait souhaitable que l'État associe la Commission Locale de l'Eau du bassin versant de l'Oudon.
3. La signature d'un contrat commun et multithématique entre le Syndicat du bassin de l'Oudon, la Commission Locale de l'Eau, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et la Région des Pays de la Loire semble tout à fait possible compte tenu des convergences de dates, de compétences et d'organisation de la gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Oudon.

### **2.4 Mutualisation**

Les collectivités du bassin versant de l'Oudon ont fait des efforts conséquents de mutualisation et/ou de fusion-absorption-dissolution ces 3 dernières années comme en témoignent les cartes d'évolution de la répartition des compétences du petit cycle et du grand cycle de l'eau présentées au chapitre 3.1.4.

Le Syndicat du bassin versant de l'Oudon mutualise depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 les compétences opérationnelles du grand cycle de l'eau ainsi que la planification via le portage de la Commission Locale de l'Eau.

---

<sup>1</sup> Programme d'Actions Opérationnel Territorialisé

Cette structuration doit maintenant faire ses preuves les 6 prochaines années avant de pouvoir en faire le bilan et décider d'éventuelles réorganisations ou de nouvelles mutualisations.

Le bureau de la C.L.E. envisage cependant des mutualisations opérationnelles avec le S.A.G.E. voisin de la Mayenne en matière de communication et pour l'optimisation des réseaux de mesure.

Les priorités pour les 3 ans à venir sont :

- La révision du S.A.G.E. de mars 2020 à novembre 2022,
- La conclusion d'un contrat territorial unique et multithématique en 2020 pour poursuivre la mise en œuvre d'actions pour les milieux aquatiques, l'amélioration de la qualité de l'eau et la biodiversité, en introduisant la préoccupation de l'adaptation au changement climatique via un volet sur la gestion quantitative de la ressource en eau,
- Le dépôt d'un dossier de candidature pour une labellisation E.P.T.B. ou et E.P.A.G.E. en 2021.

La Commission Locale de l'Eau poursuit la communication ainsi que l'évaluation du S.A.G.E. et des contrats territoriaux sur les 3 ans.

- Communiquer  
La C.L.E. doit poursuivre ce qui a été engagé : site Internet, newsletter, journée mondiale de l'eau fêtée sur le bassin versant de l'Oudon, publications, ...
- Évaluer :  
Les réseaux de mesure sont mutualisés. Chaque année un échange a désormais lieu avec les partenaires pour croiser les besoins et les moyens disponibles. (cf. chapitre 1.7.)

Les données sont ensuite récupérées et géo localisées à l'échelle du bassin versant de l'Oudon (système d'informations géographiques) puis analysées et valorisées.

D'autres actions nouvelles sont à conduire :

- Des actions de communication nouvelles seront mutualisées avec la C.L.E. du bassin versant de la Mayenne : plaquettes existantes sur les économies d'eau développées par le S.A.G.E. Mayenne à adapter au S.A.G.E. Oudon, plaquette sur les dispositifs hydroéconomiques, événement du S.A.G.E. Mayenne sur les plans d'eau à partir de l'expérience du Bassin de l'Oudon, événements de sensibilisation en partenariat avec Phyt'eau propre 53 et Infiltr'eau 53, plaquette de valorisation des actions milieux aquatiques réalisées sur les 2 S.A.G.E.
- Réaliser et faire partager un tableau d'analyse de compatibilité des projets du territoire (dossiers d'autorisation environnementale unique, documents d'urbanisme,...) avec le S.A.G.E. (2022)
- Poursuivre les analyses sur les perturbateurs endocriniens (2021 ou 2022).

## **2.5 Calendrier et budget prévisionnel**

Le programme d'actions avec l'estimation des coûts, les plans de financement et le calendrier prévisionnel est exposé en annexe 1.

Le nombre d'ETP nécessaires à la mise en œuvre de la présente feuille de route et des missions de la C.L.E. est estimé à 2,15 dont 1,7 ETP techniques.



Le financement des actions ainsi que de la cellule d'animation de la C.L.E. et des moyens de fonctionnement est assuré par les collectivités locales du bassin versant de l'Oudon (répartition par commune avec les critères « potentiel fiscal » et « nombre d'habitants » au prorata de la surface dans le bassin versant) ainsi que par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, la Région des Pays de la Loire et le Département de la Mayenne. Le budget est supporté par la structure porteuse, le Syndicat du bassin de l'Oudon.

L'évolution des structures adhérentes au Syndicat du bassin de l'Oudon (intercommunalités à la place des communes) peut conduire à faire évoluer les modalités de participations financières.

## **2.6 Priorités de la Commission Locale de l'Eau – évolution des enjeux de l'eau**

La Commission Locale de l'Eau a validé le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) en 2014. Dans ce document figure les enjeux pour le bassin versant, les objectifs fixés et dispositions et règles permettant d'atteindre les objectifs. Il convient donc de se référer à ce document.

La Commission Locale de l'Eau évalue la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et vérifie si les objectifs sont atteints grâce au système d'évaluation mis en place. Le suivi des indicateurs est présenté en séance chaque année, ce qui donne l'occasion d'échanges et de débats et de relever des points de vigilance sur l'évolution des enjeux de l'eau.

Globalement le S.A.G.E. de 2014 est mis en œuvre et les actions permettent de répondre à l'amélioration de la qualité de l'eau et à la restauration des milieux aquatiques.

L'objectif d'auto-alimentation en eau potable n'est pas atteint à ce jour pour des raisons économiques, et ce malgré l'amélioration de la qualité de la ressource.

Des désaccords sont observés au sein de la Commission Locale de l'Eau sur la question de l'impact des plans d'eau et sur la continuité écologique. Le prochain S.A.G.E. devra aller plus avant sur les enjeux de la gestion quantitative de la ressource en eau et de la biodiversité.

La présente feuille de route et la concertation en cours sur le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) et le programme de mesure permettent d'insister sur les objectifs suivants :

- Objectif général A1 : stabiliser le taux d'auto-alimentation en eau potable sur le bassin de l'Oudon  
La Commission Locale de l'Eau demande le maintien d'une prise d'eau dans l'Oudon au Lion d'Angers à proximité de l'usine de traitement en eau potable de Chauvon pour la diversification des ressources en eau potable.
- Objectif général E3 : ralentir la vitesse de circulation des eaux et l'érosion des sols grâce à un maillage bocager efficace  
Il convient de mettre en œuvre les dispositions E-41 à E-45 associées afin d'anticiper le changement climatique et l'accélération de l'érosion des sols.
- Objectif général E4 : intégrer les plans d'eau aux objectifs de gestion de l'eau et des milieux  
La Commission Locale de l'Eau doit se saisir de l'inventaire des plans d'eau réalisé en 2018 et 2019 sur l'ensemble du bassin versant par le Syndicat du bassin de l'Oudon et, dans le cadre de la révision du S.A.G.E., trouver un consensus pour leur prise en compte dans la gestion de l'eau et des milieux.
- Objectif général C1 : réduire les consommations d'eau par usages et usagers  
La Commission Locale de l'Eau doit se saisir de l'étude sur les volumes prélevables et des préconisations pour la gestion de la ressource dans le cadre de la révision du S.A.G.E. Un consensus doit également être trouvé sur cette thématique de manière à répondre aux enjeux de l'adaptation au changement climatique.